

[\[Go To Best Hit\]](#)

© Le Temps; 28.11.2002

opinions

Dix ans après le refus de l'EEE: «L'Alleingang a fait rater une double chance à la Suisse»

*Pour le «think-tank» **Avenir Suisse**, le non à l'Espace économique européen du 6 décembre 1992 a fortement contribué à une décennie de stagnation économique en **Suisse**, d'autant que les réformes intérieures vers une plus grande libéralisation n'ont guère été réalisées*

Le 6 décembre 1992, le peuple **suisse** refusait de ratifier l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE). «Un grand jour» pour Christoph Blocher, «un dimanche noir» pour le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz. Dix ans après, le groupe de réflexion **Avenir Suisse** publie une étude sur les conséquences économiques de ce refus, signée Uwe Wagschal, Daniele Ganser et Hans Rentsch. Der **Alleingang** – die Schweiz 10 Jahre nach dem EWR-Nein (L'«**Alleingang**» – la **Suisse** dix ans après le non à l'EEE) paraît aux Editions Orell Füssli le 13 décembre prochain, en allemand. Une traduction française est prévue pour janvier. Le directeur d'**Avenir Suisse**, Thomas Held, commente les conclusions de cette étude

Le Temps: – Les conséquences économiques d'une entrée ou non dans l'Espace économique européen avaient été au centre de la campagne de votation. Dix ans après le refus de l'EEE, quel bilan économique tirez-vous de l'«**Alleingang**»?

Thomas Held: – Les années 1990 ont été une décennie de stagnation économique pour la **Suisse**, et nous montrons en comparant plusieurs indicateurs que sa situation est plutôt sombre par rapport aux autres pays européens, aussi bien les membres de l'Union européenne que ceux de l'EEE. Si l'on se contente de regarder les chiffres absolus, la **Suisse**, partant d'un niveau élevé, figure encore dans le premier tiers des classements. Mais si l'on se penche sur les indicateurs dynamiques, la **Suisse** figure dans les derniers rangs et en projetant cette évolution vers l'**avenir** on voit clairement que le jour où elle se retrouvera dépassée est proche, sans qu'on s'en rende compte. En outre, en comparant le niveau d'ouverture de certains marchés, on constate que dans les télécommunications, l'énergie, la poste notamment, les réformes vers une plus grande concurrence ont presque toujours été à la fois plus tardives et plus timides en **Suisse** qu'en Europe. Cela vaut aussi pour les prix, qui restent très élevés par rapport à l'Europe, y compris dans le secteur prépondérant des services.

- Mais la situation aurait-elle été fondamentalement différente si nous avions adhéré à l'EEE?
- Nous ne disons pas que le refus d'entrer à l'EEE est responsable à 100% de la situation que nous décrivons. Mais on voit bien que les courbes de croissance commencent à s'écarter au début des années 1990. En fait, on peut dire que l'**Alleingang** a fait rater une double chance à la **Suisse**: non seulement nous ne sommes pas devenus membre de l'EEE, mais en même temps, nous n'avons pas réalisé les réformes économiques qui avaient été promises après la votation. Et nous ne pouvons pas en tenir pour seul responsable le gouvernement, c'est toute la **Suisse** qui est responsable: les citoyens se sont opposés à certaines réformes en votations, d'autres ont été bloquées par le Tribunal fédéral, les cantons, les associations patronales, en fonction d'intérêts particuliers. Sans vouloir paraître nostalgique, l'EEE nous aurait donné la chance de réaliser une sorte de paquet global entraînant pour chacun des inconvénients, mais aussi des bénéfices. Aujourd'hui, en tentant de s'ouvrir à coups de réformes ponctuelles, comme avec l'électricité, la poste, bientôt les cartels, on se heurte chaque fois à des intérêts ponctuels, y compris de ceux qui étaient favorables à l'EEE il y a dix ans.
- Pourquoi ne parvenons-nous pas à réaliser ces réformes de manière autonome, sans être membre de l'EEE?
- Il nous manque sans doute le souffle nécessaire, et peut-être même qu'il souffle aujourd'hui un vent contraire. Certains imaginent que la solution serait de relancer l'adhésion à l'Union européenne, ou de lancer l'idée d'une sorte d'EEE II, mais c'est illusoire et, effectivement, même si cela paraît très difficile, il faut relancer un programme d'ouverture autonome si l'on veut rester compétitif. C'est possible, en profitant des atouts que nous avons encore, comme un marché du travail plus flexible, une immigration mieux intégrée et plus ouverte, les dimensions réduites de la **Suisse**, qui est presque un pays-ville ou une éducation de haut niveau, pour autant qu'on lui en donne encore les moyens.
- Quelle pourrait être l'impulsion qui relancera une vraie volonté d'ouverture?
- C'est très difficile à dire. Des Finlandais nous disaient que la crise n'était pas encore assez grave en **Suisse** pour qu'on en prenne vraiment conscience, et qu'il fallait attendre d'être au fond de l'eau pour donner le coup de talon qui permet de remonter. Pour être moins cynique, il me semble que les dirigeants politiques et économiques devraient avoir une plus grande conscience de la nécessité d'efforts communs. J'étais la semaine dernière dans le Vorarlberg, qui a une structure économique un peu similaire à celle de la **Suisse**, et j'ai constaté que tous les secteurs de l'économie, le gouvernement, tous les partis tirent à la même corde pour assurer le développement économique de la région. En **Suisse**, en revanche, on a de plus en plus l'impression que la politique devient une sorte de scène de théâtre «à l'allemande»: regardez ce qui vient de se passer avec Hans-Rudolf Merz et le psychodrame autour de la présidence du Parti radical: c'est une sorte de catastrophe, on ne peut pas se permettre un tel «gaspillage» de leaders économiques, qui ne sont pas si nombreux que ça.

- Les négociations bilatérales atténuent-elles le handicap économique de ne pas être dans l'EEE?
- Les Accords bilatéraux I représentent une sorte de remplacement de l'EEE absolument nécessaire, mais non suffisant. S'ils n'existaient pas, ce serait la catastrophe, mais cela ne veut pas dire que la poursuite de la voie bilatérale soit un gage de succès. Avec les Bilatérales II, les enjeux sont devenus plus déterminés des deux côtés, et il serait dangereux de ne voir la solution que dans cette voie très aléatoire. Je pense que nous devons chercher nos propres solutions, sans nous focaliser sur les seules bilatérales, qui risquent de nous faire oublier que le fait même de ne pas être membre de l'Europe peut être un atout. Dans le cadre de l'OMC et du processus de Doha, il existe des chances d'accords bilatéraux avec d'autres pays ou d'autres régions du monde pour autant que nous ne nous comportions pas comme un appendice de l'Europe, ce qui nous assimile à l'Europe aux yeux de ces pays. Certes l'UE est notre partenaire économique le plus important, mais n'oublions pas que nous sommes dans nos structures plus ouverts sur le monde que bien des pays européens, que 40% de nos échanges se font avec le reste du monde et que cette part est en augmentation. Mais cela signifie qu'il faut entreprendre des réformes (dans l'agriculture, les droits de douane, la propriété intellectuelle...) encore plus radicales que si nous étions dans l'EEE ou l'Union.
- Comment voyez-vous l'évolution à plus long terme, le fossé avec l'Europe en termes de croissance va-t-il encore se creuser?
- Peut-être pas, en raison des difficultés de l'élargissement à l'Est, et des difficultés démographiques déjà réelles en Allemagne et à venir en France et en Italie. La **Suisse** aura peut-être une nouvelle «chance» si les autres pays européens ne se développent pas aussi vite que pendant la décennie écoulée, ce qui nous donnerait, comme dans un marathon, une chance d'accélérer et de les rattraper. Mais quoi qu'il advienne, la concurrence va augmenter, et j'espère que les **Suisses** sont assez raisonnables pour se rendre compte qu'il faut à tout prix relancer un programme de libéralisation.
- Le coût social et humain de tels programmes est-il supportable?
- A court terme, ce n'est pas facile, mais à long terme, c'est positif. Or on a tendance à surestimer les conséquences à court terme. Voyez le cas de Swissair: on a dit que c'était une catastrophe pour le marché du travail, pourtant la majorité du personnel a retrouvé du travail dans un délai d'un mois. Ce n'est pas aussi facile dans toute la **Suisse**, je l'admets, mais la **Suisse** urbaine a une économie qui fonctionne, et qui a été tout à fait capable jusqu'à présent de minimiser les conséquences à court terme des restructurations du marché. Et comme tout se paie, toute réforme qui n'est pas faite parce que l'on veut éviter des mesures dures sur le moment se paiera à long terme. On pense toujours aux personnes touchées uniquement comme des victimes. C'est certainement le cas pour certaines catégories défavorisées, mais dans de très nombreux secteurs, les personnes touchées par les réformes sont capables de réagir, sont créatives, imaginatives. On sous-estime énormément ce facteur. Regardez dans l'agriculture: la créativité avec laquelle les

paysans (les paysans de base, beaucoup plus que leurs associations) ont réagi aux trop timides réformes a été proprement incroyable! C'est là que je vois l'espoir.

www.swissdox.ch · E-Mail: contact@swissdox.ch